

Convention collective

**IDCC : 8731. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Midi-Pyrénées)
(1^{er} décembre 1982)**
(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,
Journal officiel du 30 mars 1983)

AVENANT N° 68 DU 6 JANVIER 2011

NOR : *AGRS1197089M*
IDCC : 8731

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de Midi-Pyrénées ;

Les entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

La confédération française de l'encadrement CGC ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le taux servant au calcul du remboursement des frais de déplacement, tel que fixé aux articles 30 et 33 de la présente convention, est fixé à 0,31 € le kilomètre à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 2

A l'article 17 « Période d'essai », le paragraphe intitulé « Contrat à durée indéterminée » est modifié comme suit :

« Dans le cas d'un contrat à durée indéterminée, et sauf accord contraire écrit entre les parties lors de l'embauche, tout engagement est réputé conclu à l'essai.

La durée de la période d'essai, en temps de travail effectif, est fixée à :

- 1 mois de travail effectif pour le personnel ouvrier et le personnel administratif ;
- 2 mois pour le personnel technique et technico-commercial ;
- 3 mois pour les agents de maîtrise ;
- 4 mois pour les cadres. »

Le reste de l'article sans changement.

Article 3

L'article 50 intitulé « Préavis ou délai-congé » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 50

Délai-congé

En cas de démission le délai-congé pourra être établi d'un commun accord entre l'employeur et le salarié.

En cas de licenciement :

- moins de 6 mois d'ancienneté, pas de durée minimale ;
- plus de 6 mois d'ancienneté, durée égale à 2 mois ;
- pour les cadres, durée égale à 3 mois. »

Article 4

L'article 53 intitulé « Licenciement pour cause économique » est abrogé.

Article 5

L'article 54 intitulé « Indemnité de licenciement » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 54

Indemnité de licenciement

Le salarié titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, licencié alors qu'il compte une année d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur, a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement.

Cette indemnité ne peut être inférieure à un 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté. »

Article 6

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Midi-Pyrénées, unité territoriale de la Haute-Garonne.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 6 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)